

**SOMMAIRE**
**BONJOUR TRISTESSE...**
**ECHOS DU TERRAIN**
**ENQUÊTE IPSOS**
**CHANSON**
**SUD PACA**
**DSR : Evelyne ARTAUD**
**06 33 71 27 08**
**Délégué Supplémentaire**
**de l'Encadrement et**
**trésorier :**
**Philippe MATTE**
**04 42 47 18 10**
**DSR suppléante et**
**Secrétaire syndicale**
**régionale:**
**Anne PROVENCE**
**06 61 53 52 37**
**DSL MLT :**
**Hacène IDJERI**
**04 91 18 88 29**
**DSL Istres :**
**Serge AUFFAN**
**04 42 47 14 10**
**DSL St Jérôme :**
**Fanny DEMOUY :**
**04 91 05 57 39**
**DSL TOULON :**
**Eric Gandolphe :**
**04 94 20 71 68**
**DSL Cannes :**
**Brigitte BOGNI**
**04 92 19 46 02 ou 19**
**DSL CROP :**
**Martine Piquemal**
**04 42 56 60 45**
**DSL DR :**
**Mary PORRO**
**04 91 17 09 13**
**DSL Nice :**
**Cathy ROUMAUD**
**04 93 27 63 22**
**17 AVRIL : BONJOUR TRISTESSE...**

Non ! Décidément, à l'heure de la concrétisation du démantèlement de l'AFPA avec le départ annoncé de 75% des salariés de l'orientation (919 postes au niveau national, une soixantaine en PACA) dans moins d'un an, nous ne pouvions pas assister passivement à la grand-messe régionale présentant le plan à moyen terme, à horizon 2013 ! Certains n'auront pas compris ou se seront sentis gênés par les exclamations indignées de leurs collègues résistants ou encore par les manifestations de souffrance.

Mise en scène pour mise en scène, qui prend le plus les salariés de la région « en otage » ? Une centaine de manifestants qui crient leur désarroi et leur refus de penser que l'AFPA c'est fini, ou une direction cynique qui avance dans son projet marchand sans tenir compte des dégâts collatéraux infligés aux salariés et aux bénéficiaires ? Qui des deux camps, trompe le plus ? Celui qui se base sur la comparaison des écrits concernant Pôle emploi et l'AFPA, qui compare avec la réalité de la formation sur le terrain ? Ou bien celui qui fait comme si la réalité allait automatiquement s'adapter à son organisation et ses « espoirs » de conquête de marchés ? Ceux qui savent que les orientations de Pôle emploi servent la remise à l'emploi rapide pour répondre aux besoins immédiats des entreprises sur le marché local ? Ou bien celui qui s'indigne pour les actualités régionales : « *il faut voir la réalité, on leur offre un travail de qualité à l'intérieur de Pôle emploi, dans le cadre du service public* » ?

Réunis par la direction, l'après-midi, les personnels d'orientation n'ont rien appris de nouveau. Leur salaire sera maintenu à titre transitoire, mais leurs titres, leurs missions et leurs métiers et les conditions d'exercice à Pôle emploi feront l'objet d'une négociation avec les « partenaires sociaux » de Pôle emploi, sans eux, une fois le transfert effectué. Avec ces conditions de travail incertaines, on peut craindre le pire ! Les 25% qui resteront à l'AFPA ne sont pas plus fixés sur la pérennité de leurs fonctions qui dépendront directement des marchés conquis.

Quant aux formateurs dans les centres, leur lot sera celui de la flexibilité, l'adaptabilité, l'augmentation de la production pour compenser le manque à gagner, la mobilité et au bout du compte la précarité. Ils ne seront pas transférés, mais peut-être licenciés. Alors, une fois devenus DE, ils iront retrouver leur anciens collègues, mais pas du même côté du guichet... C'est pour tout cela que le vendredi 17 avril, nous avons voulu marquer un coup d'arrêt dans cette évolution mortifère en réaffirmant que l'AFPA n'est viable qu'entière : **NI 25, NI 75, 100% AFPA !**

## ECHOS DU TERRAIN

**Région** : Quelle AFPA nous prépare-t-on ?

Avec le départ de l'orientation, qui va assurer l'alimentation du dispositif AFPA à partir de 2010 ? L'AFPA a tenté de se prémunir du risque en démarrant les plateformes de recrutement dans certains centres et réfléchit, dans la logique des pôles de services initiés par Le précédent DG, à la **sécurisation du parcours de formation**, c'est-à-dire à perdre le moins de stagiaires possible en cours de route.

Actuellement, l'épreuve du terrain montre que les centres n'ont pas la compétence pour déterminer un « pronostic de réussite » en formation. Ils renvoient donc régulièrement des candidats vers les SOP. Les SOP sont d'ailleurs submergés de demandes d'entretiens de personnes reçues en séance d'information collective, à qui on dit : « allez voir les psychos, ils vont vous trouver une solution ». Ce qui relève de la tromperie puisque de solution, il n'y en n'a pas.

Du côté de Pôle emploi, il est écrit, dans le rapport commun aux 2 DG : « **L'AFPA est disposée à expérimenter une relation permettant aux demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une prestation d'orientation spécialisée de la part de Pôle emploi (par les ex psychos AFPA), d'accéder directement aux formations qu'elle met en œuvre** ». Bref on change tout, mais on ne change rien. Du moins sur le papier ; car rien ne dit d'une part, que cette anti concurrence vis-à-vis des autres organismes de formation soit possible et d'autre part, que ce sera la préoccupation de Pôle emploi qui a bien d'autres « fraudeurs » à pourchasser et dont l'objectif premier est la remise à l'emploi rapide, et non la formation.

Avec le redécoupage territorial, on espère mettre en place des organisations permettant de répondre un jour ici, l'autre là, aux appels d'offre aléatoires. Ce qui entraînera beaucoup plus de flexibilité pour les formateurs et l'augmentation des contrats précaires, puisqu'on n'aura plus de certitudes quant aux lendemains. Là encore le terrain nous renseigne : déjà, sur le seul territoire Ouest Provence, des formations du PRDF sont régulièrement annulées ; des

organismes ayant été retenus à un appel d'offre, renoncent à la mise en place d'une formation faute de financement... Un organisme partenaire de longue date a été mis en liquidation judiciaire. Les centres AFPA sont constamment harcelés par les conseillers du PLIE ou des missions locales pour qu'on leur trouve des places en formation et ils ne peuvent répondre à la demande. Qu'en sera-t-il lorsque le passage à l'appel d'offre sera total ? L'AFPA de demain, n'a en tout et pour tout que 4 à 5 mois de survie assurée avec le reliquat de subvention du Conseil Régional sur les formations se terminant courant 2010. Pour la suite, vogue la galère...

Ce sont pourtant bien les responsables de l'AFPA d'aujourd'hui qui préparent le cadre d'un transfert et de transformations des organisations, sans assurance financière à court terme, et sans se préoccuper des incidences concrètes sur les conditions de travail et sur les personnels.

Question subsidiaire : la sécurité de l'emploi promise aux personnels d'orientation, survivra-t-elle à la réalité (soi disant « idéale » selon le DR) des conditions de vie des personnes ? Il est en effet question d'implanter des équipes d'orientation à raison d'une voire deux, pour Marseille (Nice ?) par chef-lieu de département. Quelles seront les exigences de mobilité ? quelles conséquences sur les conditions de vie et de travail de nos collègues : temps de trajet, coût, organisation familiale..) sans jamais aborder une seule fois des mesures d'accompagnement... Et puisque le transfert est censé être basé sur le volontariat, que se passera-t-il en cas de refus de mobilité ?



**POISON d'AVRIL !!!**

### Le jeu des différences :

Du côté de l'AFPA	Du côté du gouvernement
« j'entends et je comprends l'inquiétude, mais il faut voir la réalité... »	« J'ai entendu l'inquiétude des français, mais la poursuite des réformes est nécessaire »
« j'ai entendu la demande du Conseil Régional... mais j'ai encore 8 mois pour figoler mon PRMT »	« je persiste dans la mise en œuvre de mon agenda social »

LE MISTRAL, journal de SUD FPA Solidaires PACA - [www.sudfpa.org](http://www.sudfpa.org)

« Si je ne me bats pas, je ne saurai jamais si j'aurais pu gagner » Patrick Legrand.

## ENQUÊTE IPSOS

**Une enquête à 60000 euros pour pouvoir dire : « on a raison de faire ce que l'on fait », puisque 67% des salariés qui ont répondu « sont favorables au changement de modèle économique ».**

**Sauf que 67% de 6800 réponses, ça représente 4556 salariés sur les 11289, soient 40%. Ça rappelle un récent référendum pour une mutuelle obligatoire.**

<b>DANS L'ENQUÊTE IPSOS</b>	<b>NOS COMMENTAIRES</b>
<p><i>Participation totale = 60, 2 %, dont Direction 83,4% et 77,9% au Siège, 73,9 % DI et 65,1% chez les itinérants, mais 43,4% pour l'orientation et 58,3 % pour les centres de formation et de certification.</i></p>	<p>La forte participation des bons petits soldats formatés au discours unique prédominant n'a rien d'étonnant pas plus que celle du Siège, loin des « producteurs » de terrain. Plus surprenantes sont la participation de la DI et celle des itis. Pour les premiers, peut-être espéraient-ils sincèrement que soient pris en compte les problèmes de méthode de travail et la nécessité d'innover. Pour les seconds, ils ont tenté faire entendre une revendication salariale.</p>
<p><i>Anticipations négatives fortes sur les changements à venir. Un changement jugé indispensable ou utile par 67 % des salariés : MAIS si l'encadrement soutient la nécessité du changement, les salariés au cœur de la production ne semblent pas encore convaincus. Sentiment qu'on prend la mauvaise direction...  Plus les salariés ont de l'ancienneté et moins ils perçoivent la nécessité du changement.</i></p>	<p>S'adapter, certes, l'AFPA l'a toujours fait, pour un meilleur service, mais aujourd'hui, ce sont les orientations politiques qui sont en cause et la marche forcée vers la privatisation, source d'inégalités que dénoncent les « producteurs de terrain ». 29 % des personnels d'orientations jugent le changement inutile. Constat qui prête à double interprétation : les anciens sont des ringards, des dinosaures, réfractaires à toute évolution.../ les anciens voient se déliter un outil de service public qui a fait ses preuves pendant 60 ans...</p>
<p><i>Contexte difficile (annonce du transfert des salariés de l'orientation à Pôle emploi) 75% des personnels de l'orientation inquiets. 83 % selon leurs encadrants ! 78% à l'INOIP et 79 % à l'INMF.</i></p>	<p>L'inquiétude est d'autant plus forte qu'hormis de vagues notions de « périmètre » de transfert pour la forme légale, aucune information sérieuse n'est donné sur le devenir de la mission, ni sur le devenir des professionnels (métier, titre, fonction d'ingénierie....)</p>
<p><i>64% des salariés jugent qu'aujourd'hui l'organisation et les modes de fonctionnement ne sont pas efficaces.  Seulement 28% des salariés jugent que l'AFPA est prête à faire face à l'ouverture à la concurrence.</i></p>	<p>Portent-ils par là un jugement sur la compétence de leurs hiérarchiques ?  Et pour cause, ce n'est pas sa tasse de thé ; l'AFPA n'a pas été conçue pour faire du blé, mais pour orienter, former et insérer durablement les gens dans l'emploi sans discrimination.</p>
<p><i>Des objectifs à clarifier : notamment au niveau entité et région. Manque d'information sur les projets concrets de l'AFPA.</i></p>	<p>Les DR ont beau raccrocher leur projet régional au projet stratégique du DG, on va vers 22 AFPA régionales, soumises aux aléas du marché, sans garantie de pérennité. A partir de là les objectifs ne peuvent se décliner que sous forme d'espoirs de rentrée, de suppositions de reconductions de marchés antérieurs, de pseudo développement de l'activité, parce qu'on le souhaite très fort ! Le rapport financier de l'AFPA souligne toutefois que l'EBE ne sera pas atteint en 2009.</p>

## LE CHANTS DES RESISTANTS

(D'après le Chant des partisans de Maurice Druon et Joseph Kessel)

Ami as-tu vu ces néo-libéraux dans le monde  
Ami as-tu vu les souffranc' des pays qu'ils inondent  
Ohé syndiqués, citoyens et salariés, c'est la lutte  
Demain l'ennemi n'aura pas la victoire mais la chute

Ami entends-tu le son clair des dollars qu'ils empochent  
Amis entends-tu les pleurs trist' des OS qu'ils débauchent  
Ohé syndiqués, citoyens et salariés, pas de trêve  
Demain l'ennemi n'aura pas notre labour, mais la grève

Ami as-tu vu l'invasion du marché qu'ils imposent  
Amis as-tu vu nos bell' institutions qu'ils explosent  
Ohé syndiqué, citoyen et salarié, tu résistes  
Demain l'ennemi te trouvera toujours là, sur sa piste

Ami comprends-tu, tout' les activités ils veul' vendre  
Ami comprends-tu, même la formation doit se rendre  
Ohé syndiqué, citoyen et salarié, tu t'opposes  
Demain l'ennemi connaîtra des journées bien plus moroses

*Beaucoup plus lent*

Ami entends-tu ces cris sourds de l'AFPA qu'on mutile  
Ami entends-tu ces rir' fous de tes chefs qui jubilent  
Ohé syndiqués, citoyens et salariés, c'est la guerre  
Demain l'ennemi sera face à l'action « Solidaire »



**Histoire ancienne** (extrait du livre « *Deir El-Medineh, un village antique en Haute Egypte* »)

« Bien qu'aucun texte ne fasse état de mauvaises récoltes en l'an 29 du même règne – environ 1100 avant Jésus Christ –, les retards dans la livraison des rations deviennent de plus en plus fréquents. Les temples funéraires de la rive sont alors sollicités pour fournir les céréales qui font défaut.

La situation s'aggrave peu à peu, jusqu'au jour où les ouvriers décident d'interrompre le travail et d'aller manifester leur mécontentement à l'arrière du temple de Thoutmosis III, où ils passent la journée en signe de protestation.

Le soir, ils occupent le chantier de la Tombe, dans la vallée des rois.

Quelques jours plus tard, les hommes cessent à nouveau le travail, et se rendent, avec femmes et enfants, au temple funéraire de Sethi Ier.

Cette fois, la démonstration paraît plus efficace, puisque les salaires sont versés rapidement. »

Cette journée historique, a vu, semble-t-il, le déroulement de la plus ancienne grève de l'histoire. Remplacez les mots « temple » par « direction », et « chantier » par « locaux », et vous verrez que 3100 ans plus tard, cette action reste d'actualité.